

Exploitation, humiliation, répression : le quotidien des travailleurs d'Amazon.

Une récente enquête dans un des centres Amazon du Royaume-Uni révèle une fois de plus les conditions de travail exécrables dans lesquelles travaillent les employés. Alors que l'entreprise a fait en 2015 près de 600 millions de dollars de bénéfices, les seules personnes qui profitent de cet essor restent bien les actionnaires : au Royaume-Uni comme en France, travailler chez Amazon signifie précarité, accidents de travail, humiliations quotidiennes et surveillance à la Big Brother.

Une enquête sur le quotidien d'Amazon a révélé l'horreur du travail dans ces gigantesques entrepôts où les salariés préparent les millions de commandes des internautes dans des cadences infernales. Ici, le Daily Mail a fait une enquête dans l'entrepôt de Gourock (à 45 kilomètres de Glasgow) : un journaliste s'est fait embaucher par la boîte pour y voir la réalité du travail. Une embauche assez facile à l'approche de Noël, date à laquelle les commandes explosent et où le géant de la distribution exploite le chômage élevé pour exploiter au mieux, usant de CDD et d'intérim.

« Quand vous travaillez ici, vous laissez votre cerveau à la maison. Comme un zombie », a tout simplement expliqué un employé au journaliste britannique. Un mal-être qui est avant tout dû à des conditions de travail impossibles : les employés marchent en moyenne 22,5 kilomètres dans l'entrepôt (un postier anglais parcourt 13 kilomètres), ils font 12 heures de travail par jour, sont payés 7,35 £ de l'heure (soit 8,17€) pour 40 heures de travail. Pour les innombrables heures supplémentaires, les salariés ne sont payés 150% de l'heure qu'à partir de la quarantième heure.

Les conditions de travail, exténuantes, occasionnent de très nombreux accidents de travail. Avec les cloques et les innombrables blessures aux pieds, c'est, dans certains entrepôts, près d'un accident par jour. Un employé du centre écossais explique : « Je suis épuisé. Je n'aurais jamais cru que ce serait si difficile ». En France, sur la plateforme de Sevrey, en 2015, ce ne sont pas moins de 25 accidents de travail qui ont été dénombrés ; en 2016, au 15 novembre, 56 ont déjà été comptés.

Et ces conditions de travail ne concernent pas que celles et ceux qui trient les commandes sur les tapis roulants : chez le personnel des « cadres » également, la souffrance au travail est énorme. Chacun est suivi par un « plan d'amélioration personnelle » qui permet de fait à l'employeur de licencier celles et ceux qui ne seraient pas assez productifs à son goût. Une mesure qui a failli coûter la vie à un employé qui a récemment tenté de se suicider à Seattle.

Pour assurer les meilleurs « rendements » possibles, Amazon surveille tout, partout, tout le temps. Cadences, temps de pause, temps de toilette, temps d'arrêt. La rationalisation du temps de travail est poussé à l'extrême. Au Daily Mail, un employé expliquait avoir reçu un avertissement pour être resté 7 minutes aux toilettes. Une étude a montré que si des livreurs avaient été sermonnés parce qu'ils ne finissaient pas leurs trajets dans les temps donnés, leurs trajets ne pouvaient être terminés dans les temps en respectant les limitations de vitesse. Des trajets et des cadences infernales qui anéantissent la dignité des travailleurs : des livreurs français sous-traitants d'Amazon ont carrément avoué devoir déféquer dans leurs camions, faute de temps pour aller aux toilettes. Une surveillance qui se fait non seulement par les caméras omniprésentes sur les entrepôts, mais aussi par les scanners personnels qui permettent de suivre l'avancée des tâches des employés minute par minute.

Cette surveillance se couple bien évidemment d'une très grande fermeté contre tout « danger syndical » pour la direction. En novembre, trois syndicalistes CGT Amazon ont été convoqués à des entretiens pouvant mener au licenciement. Cette criminalisation des syndicalistes cherche avant tout à préserver un système d'exploitation parmi les plus sévères, dans une entreprise qui a fait, rappelons-le, 600 millions de dollars de bénéfices l'an passé.